la cause du peuple

nouvelle édition



N°10 octobre 2011

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire

Contre la crise capitaliste



Les crises précédentes du système capitaliste étaient des crises cycliques dont la fréquence devenait de plus en plus courte. La crise du capitalisme est une crise de surproduction : les stocks ne s'écoulent plus, ce qui entraîne une récession, un ralentissement de la production dû au chômage par la fermeture d'usines, la mise au chômage de centaines, de milliers d'ouvriers et d'employés. Un cycle infernal se met en place.

organisons nous !

l'éditorial

Ces crises conjoncturelles menaient à des guerres limitées entre deux puissances, pour la conquête de territoires et de débouchés économiques. Une fois que les pays retardataires furent devenus des colonies ou semi-colonies, il ne restait plus rien à se partager pour les puissances impérialistes.

Des coalitions se formèrent alors pour un nouveau repartage des marchés, ce qui aboutit à la 1ère et à la 2ème guerre mondiale. La 1ère a provoqué la révolution d'Octobre. La 2ème a vu la victoire de la coalition de l'URSS et des démocraties bourgeoises (USA, Grande-Bretagne) contre les puissances fascistes. Le camp socialiste s'est étendu à l'Europe de l'Est et à la Chine pendant que montait en puissance le mouvement de libération national.

Depuis lors, la liquidation du camp socialiste a accéléré le processus de mondialisation capitaliste sans aucune entrave. La recherche du profit maximum, qui est inhérente au système capitaliste, s'est développée de façon accélérée. Pour ce faire, le capital financier qui, à l'époque de l'impérialisme, domine et oriente toute la production, a recherché les meilleurs placements, a exporté ses capitaux et ses moyens de production dans les pays où la main d'oeuvre est moins chère. Ces pays ont alors été transformés en ateliers du monde. Les impérialistes ont su s'appuyer sur une partie des bourgeoisies locales, les bourgeoisies compradores, pour mener à bien leurs projets. Ces bourgeoisies montantes rentrent elles-mêmes dans la danse pour le repartage du monde, rachetant les terres des paysans ruinés ou qu'elles ruinent, pillant avec les autres bandits impérialistes les ressources des pays les plus pauvres. Les bourgeoisies compradores sont les véritables chiens de gardes des impérialistes.

Cette politique a des conséquences dramatiques pour les peuples du monde, creusant les écarts entre pays riches et pays pauvres, entre riches et pauvres dans chaque pays. On assiste au passage de la paupérisation relative à la paupérisation de plusieurs milliards d'habitants de notre planète. Mais trop c'est trop !

Les deux grandes classes en présence : la classe ouvrière et les couches populaires d'un côté et la bourgeoisie de l'autre ne peuvent plus vivre comme avant. L'affrontement de classe devient inévitable car «le travailleur tombe dans la pauvreté, et le paupérisme s'accroit plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi suprême, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle ne peut plus assurer à son esclave même une existence compatible avec son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie est désormais incompatible avec celle de la société.» Karl Marx et Friedrich Engels, Manifeste du Parti Communiste.

La bourgeoisie détient le pouvoir d'Etat et ne va pas le lâcher de son plein gré. Ce n'est pas la question de savoir quelle est la forme de gouvernement la plus adaptée à la poursuite de l'enfer capitaliste, mais la question du renversement de la bourgeoisie en tant que classe minoritaire exploiteuse qui est posée ici et ailleurs, sur la planète entière.

On ne pourra résoudre la question de produire pour satisfaire les besoins de chaque être humain sans établir un système basé sur la propriété sociale des moyens de production, en ayant résolu la question de qui détient les moyens de production : une minorité exploiteuse qui vit des fruits du travail de l'immense majorité ou la majorité travailleuse en mettant au profit de la société le fruit de son travail ?

On ne pourra respecter l'environnement, tant que la production sera basée sur le profit maximum qu'en retire la classe dominante.

On ne pourra éliminer la guerre et son coût, tant en hommes qu'en matériel, car les marchands de canon ne se reconvertiront pas de leur plein gré en paisibles travailleurs.

Pour maintenir leurs profits, ils sont prêts à tout comme ils l'ont été par le passé. Ils iront jusqu'à former deux blocs impérialistes pour se repartager le monde si nous ne nous mobilisons pas pour les en empêcher, par la révolution ici dans les pays impérialistes et là-bas dans les pays dominés.

De la Révolte à la Révolution !

La situation est explosive dans le monde entier. On assiste aux révoltes dans les pays arabes, au mouvement des indignés, qui a commencé en Espagne, puis dans plusieurs pays d'Europe, mais aussi en Chine, en Israël et aujourd'hui aux USA. Les revendications sont les mêmes : un travail, un logement, la paix.

Les révoltes arabes ne sont pas exactement identiques d'un pays à l'autre, ce qui est normal car dans chaque pays existe un certain nombre de spécificités politiques. Elles ont en commun la lutte contre la dictature «des chiens de garde» de l'impérialisme. Ces révoltes sont un pas en avant, mais la bourgeoisie n'abandonne pas le pouvoir. Les membres des anciens partis en forment de nouveaux et les

sommaire

Lutte de classe

★«Reprise» de la lutte de classe *(p.3)*

★Un point sur les récentes luttes ouvrières *(p.4)*

★Sur le front du logement *(p.4)*

★Des nouvelles de Goodyear Amiens *(p.6)*

Meeting

★Des révoltes dans les pays arabes à la révolution *(p.7)*

Analyse

★Notes de lecture «LQR» d'Eric Hazan *(p.6)*

Culture

★Quatre films à aller voir *(p.8)*

En bref

★Lutte des prisonniers palestiniens *(p.8)*

réformistes hier écartés refont surface, détournent la juste lutte du peuple vers la lutte pour conquérir des place au parlement, vers une constitution bourgeoise et en finir avec les comités révolutionnaires qui poursuivent les manifestations car rien n'a vraiment changé économiquement.

Seules les conditions politiques pour mener la révolte jusqu'à la révolution ont changé. C'est le cas en Tunisie et en Egypte, malgré les manoeuvres de la bourgeoisie, de l'armée soutenues par les impérialistes. Au Maroc, le roi prépare une constitution qui ne remette pas en cause la royauté et lâche un peu de lest pour maintenir le système. Là aussi le mouvement qui a été réprimé reste mobilisé. La Syrie est au bord de la guerre civile, malgré les massacres. En Lybie, les impérialistes sont intervenus pour imposer un gouvernement provisoire à leur convenance, comme l'on fait les «chiens de garde» saoudiens et émiratis à Bahreïn. Au Yémen, la réaction massacre les opposants qui continuent de manifester. Peu à peu, les révoltés prennent conscience que la voie pacifique a des limites.

Le mouvement des indignés se veut lui aussi pacifiste. Si Hessel a eu le mérite de poser les problèmes et de se battre pour la dignité de façon pacifique pour des revendications fondamentales comme un travail, un logement, de quoi vivre, pour la paix, l'environnement, la bourgeoisie, de son côté, ne tient pas compte de ce pacifisme et envoie les flics de son système les évacuer manu militari de leurs campements à coups de matraques, de gaz lacrymogènes, de canon à eau, montrant que eux ne sont pas des pacifistes et sont prêts à obéir pour maintenir l'ordre capitaliste.

Mais la décantation des idées et des moyens pour les mettre en oeuvre ne peut en rester là par la force des choses, les solutions réformistes feront elles aussi faillite avec le système.

Le chemin est déjà ouvert par les guerres populaires : en Inde où un quart du territoire constitue les zones de guérillas, aux Philippines, au Pérou, dans d'autres pays la guerre populaire est en préparation. Ces guerres populaires sont dirigées par les maoïstes qui disent que sans la prise du pouvoir, toute réforme démocratique a une limite étroite, que le problème de la justice sociale, de la dignité ne peut hélas être résolu pacifiquement car la classe dominante ne lâchera jamais le pouvoir de son plein gré.

La guerre populaire n'est pas seulement une expédition militaire, c'est aussi un temps et un espace où le peuple prend ses affaires en main dans les comités populaires regroupés dans un front uni. C'est un peu comme dans la résistance, sauf que ce n'est pas contre un occupant extérieur au pays, c'est contre la classe dominante de son propre pays et les forces extérieures qui la soutiennent.

La bourgeoisie le sait, c'est pourquoi elle renforce l'exploitation, tente de dévier révolte et révolution en utilisant le réformisme pour endormir le peuple et le tenir à sa merci. Mais elle a peur et réprime, amorce un processus fasciste rampant, pendant que se développent des partis fascisants comme le FN, qu'émergent des groupes nazis et néo-nazis dans tous les pays.

Face à cela nous devons sans plus tarder nous regrouper et nous organiser pour y faire face et nous engager sur le chemin de la lutte révolutionnaire jusqu'au renversement du système d'exploitation et d'oppression dans notre pays, ensemble avec les autres peuples d'Europe et du monde.

«Reprise» de la lutte de classe

Souvenons-nous 2009, une année riche en mobilisations, grèves, occupations, séquestrations. Une année où la classe ouvrière avait commencé à relever la tête, à reprendre ses affaires en main. Ces mobilisations étaient nées de l'attaque de la bourgeoisie contre les travailleurs. La crise a eu bon dos pour la bourgeoisie qui en a profité pour restructurer son appareil de production : fusion, acquisition, liquidation, délocalisations, … Tout un vocabulaire qui est synonyme de galère, fins de mois difficiles, reclassement, chômage (partiel ou total, courte ou longue durée), … pour la classe ouvrière. En clair, il s'agissait de faire payer la crise au prolétariat et aux couches populaires.



Cette accumulation de colère, de dégoût et de rage s'est exprimée en masse lors du mouvement contre les retraites en 2010. Mais là encore, les directions des grandes centrales n'ont pas été à la hauteur des attentes de «la base», de celles et ceux qui organisaient les piquets de grève «interpros», rassemblant syndiqués et non-syndiqués, ouvriers de différentes entreprises, lycéens, étudiants, professeurs, de celles et ceux qui organisaient le blocage des zones industrielles, allant jusqu'à s'affronter avec les flics.

Aujourd'hui, la crise de la dette développe une situation où les monopoles essaient d'asseoir encore plus leur domination, se livrant une guerre féroce. Et les balles perdues de cette guerre, c'est nous qui les prenons : les travailleurs (au chômage ou pas).

La bourgeoisie est prête à tout pour maintenir sa domination et garantir un taux de profit le plus élevé possible. Aussi, les récentes mobilisations et grèves pour la défense de l'emploi (voir brèves p.4) sont à prendre comme un premier pas dans la résistance nécessaire à élargir et organiser face au capitalisme ! Nous devons aider et participer à la création de structures nouvelles rassemblant syndiqués et non-syndiqués décidés à lutter contre le capitalisme et les rassembler autour du Front Révolution Anticapitaliste/Antifasciste et Populaire ! C'est comme ça que nous avancerons vers un mouvement ouvrier fort et déterminé ! ★

Un point sur les récentes luttes ouvrières

Raffinerie LyondellBasell (Berre-l'Etang, Bouches-du-Rhône)

Depuis l'annonce du projet de fermeture de la raffinerie mardi 27 septembre, entre 800 et 900 grévistes sont décidés à ne pas lâcher le morceau et bloquent l'usine. Le groupe américain veut fermer la raffinerie (300 postes) mais affirme vouloir garder les activités pétrochimiques (900 postes). Mais les ouvriers ne se laissent pas diviser car ils sont conscients de l'effet domino qu'une fermeture pourrait avoir. Vendredi 30 septembre, une usine du groupe a également été bloquée à Fos-sur-Mer. L'ensemble des unités et le dépôt de carburant à Rognac sont touchés par le mouvement, ainsi que le dépôt de Valence (Drôme).

Service des routes (Puy-de-Dôme)

Lundi 26 septembre, 80 élus du Conseil général du Puy-de-Dôme ont été séquestrés par des agents du service des routes en grève réclamant une augmentation des salaires les plus bas et le retrait d'un projet de géolocalisation des véhicules.

Constellium (anciennement Alcan) (Ham, Somme)

Cinq responsables de la société Constellium ont été séquestrés par les salariés qui protestaient contre la suppression de 127 postes sur 200 et de 40 contrats d'intérim. La gendarmerie est intervenue en mode commando pour les libérer, démontrant au grand jour le fondement du pouvoir de la bourgeoisie : l'armée et la police. Constellium est «leader mondial dans l'industrie de la transformation de l'aluminium et la fabrication d'alliages innovants.»

Fonderie du Poitou Aluminium (Châtellerault, Vienne)

Le groupe Montupet, propriétaire de la Fonderie, veut baisser les salaires des cadres de 15 % et des ouvriers de 25 %. 95 % des 480 salariés de l'usine sont en grève depuis le 2 septembre et ont bloqué lundi 3 octobre l'accès à l'usine, routier et ferroviaire. Mais les fours ont été déménagés durant le week-end ! L'usine travaille pour l'équipement automobile et 80 % des achats sont faits par Renault.

Goodyear (Amiens, Somme)

Par leur mobilisation déterminée, les ouvriers de Goodyear Amiens Nord réussissent depuis 2007 à faire capoter les plans de restructuration de la direction. Celle-ci veut d'ailleurs s'en prendre aux dirigeants de la grève en mettant à pied 4 élus CGT avant procédure de licenciement pour faute grave ! Plus de 800 personnes sont venues apporter leur soutien le 20 septembre dernier. Le 5 octobre, rendu du procès. Le 11 octobre, n'oublions pas d'aller une nouvelle fois les soutenir devant leur usine !

Fralib (Gémenos, Bouches-du-Rhône)

L'usine de thés et infusions est occupée depuis début décembre pour protester contre la délocalisation de l'usine, entraînant la perte de 182 emplois. Unilever, propriétaire de l'usine, est une multinationale, troisième groupe de vente en produits de consommation courante (Amora, Lipton, Magnum, Dove, Knorr, etc.).

Crédit Mutuel-Arkea (Finistère, Côtes-d'Armor et Morbihan)

Depuis le 27 septembre, les grévistes demandent une augmentation de 2217 euros brut pour tous, augmentation du ticket resto et fixation d'un abondement minimal annuel pérenne de 500 euros. Cela fait suite à une augmentation du salaire des dirigeants de 30 % sur deux ans. Vendredi 28, 400 grévistes ont commencé l'occupation du siège à Relecq-Kerhuon, Finistère.

Sur le front du logement

Hier colonisés, aujourd'hui exploités, demain régularisés !

A Montreuil, les Sorins, après avoir été expulsés de leur squat, et une courte période sur le square de la République, sont désormais au stade André Blain, toujours sans toit.

Des discussions ont eu lieu avec la mairie et après une forte mobilisation, les ambassades des différentes nationalités des Sorins commencent également à les considérer.

Leur détermination n'est plus à prouver : ils tiennent tous les jours un point info, dirigent le comité de soutien tous les mercredis et organisent une soirée de soutien tous les vendredis.

Ils sont de tous les évènements sur le logement et suivent activement les initiatives d'autres collectifs.

Sarkozy a oublié, ses parents sont immigrés ! Solidarité avec les mal-logés !

A la Courneuve, après un été difficile, la mobilisation des expulsés reprend de plus belle. Avec une forte volonté et une occupation des locaux de l'ODHLM, les familles de Balzac ont obtenu du maire un courrier adressé à la Préfecture demandant la tenue d'une table ronde sur leur situation. Pour contrer les calomnies répandues à leur sujet, des tracts sont distribués auprès de la population.

Relogement tous ensemble avant l'hiver !

A Epinay, malgré les menaces d'expulsion pendant le mois de ramadan, les résidents du Foyer AFTAM ont tenu bon. Au niveau national, les foyers s'organisent pour de meilleures conditions et localement, le comité de soutien se remet en route. Les résidents sont plus que jamais motivés.

Ces luttes de logement sont liées. On apprend de ses erreurs et de celles des autres, et ensemble, on avance plus fort. Les groupes d'expulsés, de mal-logés, de sans toit, doivent s'organiser et se réunir pour unir leurs forces.

Un Front demande de l'engagement, de la ténacité et de la solidarité, et c'est exactement ce qui réunit ces luttes.

Soutenons les luttes d'Epinay, la Courneuve, Montreuil !

Vive le Front de lutte pour le logement dans le 93 et partout ailleurs !

Nous publions ici l'appel du PC maoïste de France et du PC maoïste - Italie pour un meeting sur la révolte dans les pays arabes.

Des révoltes dans les pays arabes à la révolution de nouvelle démocratie en marche vers le socialisme et le communisme

«L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes.

Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, bref oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une lutte qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la disparition des deux classes en lutte. […]

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. […]

La société entière se scinde de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes qui s'affrontent directement : la bourgeoisie et le prolétariat. […]

Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir essayaient de consolider la situation déjà acquise en soumettant l'ensemble de la société aux conditions qui leur assuraient leur revenu. […]

Bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie en revêt cependant d'abord la forme. Le prolétariat de chaque pays doit, bien entendu, en finir avant tout avec sa propre bourgeoisie.»

Marx et Engels, *Manifeste du Parti Communiste*, 1848

De la colonisation au néo-colonialisme

Les pays d'Afrique ont tous été des colonies des puissances impérialistes. Après *«avoir soumis la campagne à la domination de la ville»* la bourgeoisie a rendu dépendants *«les peuples de paysans aux peuples de bourgeois.»*

Les colonies ont été pillées, les habitants réduits à l'esclavage ou au semi-esclavage. Les peuples n'ont cessé de se révolter contre les colonisateurs. Après la 2ème guerre mondiale, les impérialistes ont du accorder une indépendance formelle à ces pays devant les révoltes, les guerres de libération nationale. Dans la plupart des cas, sauf en Chine et au Vietnam, ces luttes de libération ont été dirigées par la bourgeoisie nationale qui a consolidé *«la situation déjà acquise en soumettant l'ensemble de la société».* Elle a passé des accords de coopération avec l'ancien colonisateur, asservissants pour le peuple mais avantageux pour elle-même. Ainsi au colonialisme s'est substitué le néo-colonialisme, autrement dit des chasses gardées pour les impérialistes, les classes dirigeantes réprimant toute contestation populaire. Les régimes soutenus par les impérialistes ont été et sont des régimes corrompus qui leur ont accordé des permis d'exploitation des richesses naturelles (mines, forêts, terres agricoles, etc.) et reçu un pourcentage qu'ils ont détourné à leur profit au détriment du développement du pays ; la corruption est généralisée.



Les révoltes dans les pays arabes et plus largement en Afrique

Avec la liquidation du système socialiste en URSS, dans les ex-pays socialistes et en Chine et la transformation des partis communistes en partis sociaux-démocrates, les classes ouvrières et populaires se sont retrouvées sans direction. Mais, «OU IL Y A OPPRESSION, IL Y A RESISTANCE». Les luttes, grèves, se sont amplifiées malgré la répression.

La coupe était pleine. Après l'immolation d'un jeune diplômé dans le sud-tunisien, la révolte a éclaté et s'est répandue comme une traînée de poudre à toute la Tunisie, puis en Egypte. Ben Ali et Moubarak se sont enfuis, chassés par la révolte, qui s'est propagée à Bahreïn (stoppée par l'intervention militaire saoudienne et des Emirats), au Yémen, en Syrie où elle se poursuit malgré la répression féroce du régime. En Lybie, une guerre civile a abouti à la chute de Kadhafi grâce à l'appui des forces impérialistes de l'OTAN.

Les classes dirigeantes ne sont pas prêtes à abandonner de plein gré leurs privilèges, ni les puissances impérialistes le pillage. Il leur faut simplement plus de démocratie, entendons de démocratie bourgeoise, et conserver tel quel l'appareil d'Etat sans renverser les classes exploiteuses pour poursuivre l'exploitation sous d'autres formes.

Le parti de Ben Ali (RCD) et celui de Moubarak sont dissous, leurs dirigeants les plus en vue écartés, les moins en vue forment de nouveaux partis. Les partis réformistes laïcs ou religieux, réprimés sous la dictature, renaissent ; des élections libres, un régime parlementaire, une réforme de la Constitution sont proposés.

Dans les pays arabes et dans les autres

pays opprimés, la classe ouvrière et les couches populaires sont écrasées par trois forces : la bourgeoisie compradore et bureaucratique, les forces rétrogrades semi-féodales, soutenues par les forces impérialistes.

La révolte : un premier pas vers la révolution !

La révolte dans les pays arabes est néanmoins un premier pas et participe de la lutte générale pour l'émancipation du genre humain ; elle est partie constituante de la révolution prolétarienne mondiale. Mais sans théorie révolutionnaire, sans direction, la révolte populaire ne peut aboutir à la révolution véritable, complète. Aucun parti ne parle du nécessaire renversement des forces et classes dirigeantes pro-impérialistes pour établir une véritable démocratie nouvelle, seule capable d'utiliser les ressources du pays pour le bien-être du peuple. La question du pouvoir, de sa nature de classe, autrement dit la question de savoir qui détient le pouvoir est la question centrale.

«Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation.»

Marx et Engels

Samedi 15 octobre 2011
10h00
CICP
21 ter rue Voltaire - Paris - métro Rue des Boulets (9)

PC maoïste de France ★ drapeaurouge@yahoo.fr ★ drapeaurouge.over-blog.com
PC maoïste - Italie ★ ro.red@libero.it ★ proletaricomunisti.blogspot.com

Notes de lecture «LQR» d'Eric Hazan

C'est un petit livre de moins de cent -vingt pages qui nous montre dans le détail comment la langue s'est transformée en véhicule puissant d'une idéologie qu'on appelle «libérale», ou «ultra-libérale» (PCF) pour mieux trahir le petit air de liberté que contient la racine du mot. Capitalisme est devenu un gros mot à éviter. Mais ce n'est là qu'un des multiples exemples qui foisonnent dans le livre et éclairent la démonstration.

De modernité à gouvernance en passant par transparence, réforme, crise, croissance ou diversité, Eric Hazan examine comment La Lingua Quintae Republica (LQR) travaille chaque jour dans les journaux, les supermarchés, les transports en commun, les 20 heures des grandes chaînes à une domestication cachée des esprits. Comme par imprégnation lente, la langue du néolibéralisme s'installe : plus elle est parlée, et plus ce qu'elle promet se produit dans la réalité. Créée et diffusée par les publicitaires et les économistes, reprise par les politiciens, la LQR est devenue l'une des armes les plus efficaces du maintien de l'ordre ou plus subrepticement, selon nous, du fascisme moderne.

Le livre décode les tours et détours de cette langue omniprésente, décrypte ses euphémismes, ses façons d'essorer les mots jusqu'à ce qu'ils perdent leur sens, son exploitation des «valeurs universelles» et de la «lutte antiterroriste». Désormais, il n'y a plus de pauvres mais des gens de condition modeste, plus d'exploités mais des exclus, plus de classes sociales mais des couches sociales. «C'est ainsi que la LQR substitue aux mots de l'émancipation et de la subversion ceux de la conformité et de la soumission». Il faut escamoter le conflit : les ennemis de classe (aux contradictions antagoniques) deviennent des «partenaires sociaux», les patrons des «entrepreneurs» (le CNPF : Confédération du Patronat Français devient le MEDEF), les experts et autres consultants qui sont supposés nous éclairer sur des «réformes» qui sont autant de régressions sociales, prolifèrent et exposent toute leur arrogance de supposés savants. Les rigueurs que nous allons subir sont dues à «des contraintes extérieures» (donc inévitables). La LQR vise à l'efficacité (comme la publicité devenue «communication») au détriment même de la vraisemblance parfois. Et comme les outils d'opinion sont entre les mains de Dassault, Lagardère, Bouygues, etc., le mouton sera tondu à coup sûr et consentant si possible.

Dans le domaine international, la langue, et particulièrement le vocabulaire, sont ceux du vainqueur : Israël (dont on nous ressasse à satiété les malheurs anciens dus à la répression nazie pour faire oublier les crimes présents), les colonies ou néo-colonies qui ne sont plus le tiers-monde ou les pays pauvres, mais des «pays défavorisés» ou, s'ils deviennent des rivaux de l'impérialisme, seront des «pays émergents», etc.

Un véritable vocabulaire de guerre s'applique à des domaines inattendus : «mobilisation» (à propos des otages), «feuille de route», «guerre des civilisations», prise en otage des usagers (grève dans les transports en commun), «opération coup de poing» (dans les banlieues), ministres qui «montent aux créneaux», etc.

Et dans le domaine de l'économie, on peut prendre un exemple qui à lui seul est très éclairant : le feu Directeur du Personnel a reçu le grade de «Directeur des Ressources Humaines». Tout est dit. Même si le terme «capital humain» est soigneusement évité, publiquement, tout au moins.

On nous abreuve de «diversité», de «multiculturalisme» qui seraient des qualités, tout en lançant des sortes de forums sur l'identité française, la laïcité (conçue comme une arme contre l'islam : religion des pauvres, même s'il n'y a plus de pauvres mais des habitants de «quartiers défavorisés», etc. Pas de racisme, pas de ghettos en France. Et pourtant il faudra bien expliquer pourquoi la tuberculose (maladie du XIXème siècle et maladie des pauvres par excellence) peut refleurir au «Chêne Pointu» en 2011 !)

Il faudra aussi expliquer comment le fameux «pays des droits de l'homme»,

du droit d'asile, etc., en est venu à réexpédier par contingents en nombre prédéterminé par le ministère de l'Intérieur, hommes, femmes et enfants qui fuient les directives du FMI sous présidence française !

Avant de laisser la parole à Eric Hazan lui-même, rappelons enfin qu'il n'y a plus de peuple mais une population ou mieux encore : «une société civile».

Eric Hazan dans un entretien : «La LQR, c'est la langue qui veut faire accepter l'inacceptable».

LQR, Lingua Quintae Respublicae, langue de la Ve République. Signe distinctif : l'euphémisme pour masquer les aspérités de la vie et donner l'impression du mouvement.

Lingua Quintae Respublicae serait, comme son nom l'indique, une langue de la Ve République. Née de la publicité, vous observez qu'elle est aujourd'hui parlée par tous au point d'être devenue une «propagande du quotidien». Quelles ont été les étapes qui ont mené à son assimilation générale ?

Eric Hazan : A l'origine de la LQR, on trouve les publicitaires, les économistes, avec leurs complices que sont les sociologues de ministères, les sondeurs et les statisticiens. Elle a proliféré depuis le triomphe, espérons-le momentané, de ce qu'on appelle le néolibéralisme. Les années 1990 ont vu cette langue devenir la langue dominante du milieu politique mais pas seulement, elle est beaucoup plus diffuse que ça. Aujourd'hui, elle est aussi bien la langue de la RATP que celle de la Mairie de Paris. La «bus attitude», ces recommandations de bonne conduite affichées dans les transports en commun parisiens, c'est de la LQR pure.

Qu'est-ce qui caractérise cette langue ? Quel est son but ?

EH : Son but est de rendre acceptable l'inacceptable, respectable le racisme ordinaire. Elle veut nous faire croire que nous formons une grande cité unie à l'intérieur de laquelle il n'y a pas de conflit véritable : les gens qui ne sont pas d'accord sont ceux à qui on a mal expliqué. Tout le personnel politico-médiatico-financier qui contribue à faire proliférer cette langue a en commun de sortir des mêmes écoles et partage un objectif très clair : faire toutes les réformes que l'on veut à condition que rien ne change. La LQR doit faire accepter l'inacceptable, mais doit donner l'illusion du mouvement. C'est ainsi qu'il faut entendre le terme «néolibéralisme», qui ne désigne rien d'autre que le dernier en date des avatars du bon vieux capitalisme avec sa loi du marché et sa concurrence.

L'un de ses traits les plus caractéristiques est le recours à l'euphémisme. Des termes désagréables tels que «pauvres», «opprimés», «classes» ou «travailleurs» ont disparu. Tout le vocabulaire de la lutte contre l'injustice a été remplacé par celui de la compassion humanitaire. On ne parle plus que de solidarité, de convivialité, de commerce équitable… Dans la LQR, l'équité a remplacé l'égalité. Désormais, «à chacun selon son mérite». Du coup, ceux qui sont exclus s'en trouvent responsables. Cela déborde le problème de la France : la situation de l'Afrique noire, par exemple, n'est pas à mettre sur le compte de la colonisation mais de l'incapacité des Africains à prendre en main leurs affaires. Le recours à l'euphémisme, c'est appeler une loi : «loi pour l'égalité des chances» au lieu de : «loi pour la destruction du droit du travail et la précarité généralisée». Evidemment, cela lui donne une tout autre connotation. De la même manière, autant une «loi pour l'immigration choisie» peut être acceptable, autant une «loi pour l'aggravation du droit des immigrés en France et la fin du droit d'asile» provoquerait l'indignation.

C'est la langue de bois des hommes politiques ?

EH : «Langue de bois» est un mauvais terme, et qui ne recouvre pas la LQR. «Langue de bois», comme «politiquement correct», sont des expressions toutes faites aet vides qui ne désignent aucune réalité bien définie. Les utiliser, c'est déjà en être victime. La langue de bois revient à ne pas répondre, renvoyer une question, elle est défensive. La LQR est active, dynamique, performative.

Vous prenez l'exemple du mot «social»…

EH : Le mot «social» est un mot qui, à force d'être mouliné dans tous les sens, en est arrivé à n'avoir plus aucun sens. Cet adjectif finit par s'appliquer à tout ce qui est destiné à faire accepter leur sort aux plus défavorisés. Alors, il y a des logements sociaux, des travailleurs sociaux, des prestations sociales, du dialogue social, des partenaires sociaux, des plans sociaux. Il y a de la misère, il faut donc une politique sociale pour faire accepter la misère aux gens qui pourraient avoir de mauvaises idées. C'est un bon exemple de l'essorage des mots.

En revanche, la LQR n'est pas la langue du répressif…

EH : Le Pen n'a jamais parlé LQR, c'est la raison pour laquelle il fait 15 % aux élections. Il parle un langage qui appelle très brutalement les choses par leur nom. Sarkozy, qui étudie de près la stratégie du Front national, a dû s'en inspirer. «Kärcher» et «racaille» sont des expressions que Le Pen aurait pu employer. Ces gens se rendent compte qu'il y a une saturation de cette manière de faire de la propagande, comme en témoigne le «non» au référendum sur la Constitution européenne. Mai 2005 est un échec complet de la LQR.

Cela signifie-t-il qu'on en a bientôt fini avec elle ?

EH : Elle ne disparaîtra pas de sitôt parce que le capitalisme ne disparaîtra pas de sitôt et pour tenir bon, il lui faut une langue. La LQR est la langue du capitalisme, mais cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas une tout autre langue beaucoup moins structurée et beaucoup moins riche, qui serait la langue de ce qui s'appelle encore la gauche. Le PS, le PC, les syndicats, qui parlent aussi LQR, ont par ailleurs d'autres expressions : «les masses», «les luttes», ce vocabulaire hérité d'une autre époque. C'est creux aussi, c'est un langage tout fait, mais c'est différent.

A nous de conclure : cette «novlangue» s'est infiltrée insidieusement au fur et à mesure que le capitalisme devenait le libéralisme. Ses inventeurs savaient très bien ce qu'ils cherchaient à obtenir : obscurcir ce qui est clair (l'exploitation), dissimuler la propagande sous la «communication» c'est-à-dire l'intox (cf. Goebbels lui-même cité par Hazan !), démobiliser le peuple victime et essayer de lui cacher que ce que la bourgeoisie appelle «démocratie» n'est une démocratie que pour elle et que pour nous, le peuple, il s'agit plutôt d'une sorte de fascisme moderne qui essaie de se cacher derrière certaines apparences et une certaine langue. ★

Des films à aller voir

Quatre films à l'affiche font un petit clin d'œil au militant parce qu'ils parlent de lutte, de résistance et de l'instrumentalisation des religions. C'est le petit fil rouge qui les rassemble.

Le premier : «Et maintenant on va où ?» se déroule au Liban. Le film s'ouvre sur l'image d'un groupe de femmes tout en noir qui pénètre dans un cimetière. Elles vont joyeusement mettre à mal les conflits religieux et intercommunautaires et aussi le bellicisme des hommes qui les ont endeuillées. Elles décident d'en finir avec toutes ces morts inutiles en s'emparant vigoureusement et avec drôlerie de la barre dans un village perdu du Liban. On rit et on admire leur force, leur détermination et leur courage. Et ce sont elles qui vont gagner !

Le deuxième : «Laïcité, inch allah» se passe en Tunisie tout de suite après les récentes révoltes. C'est une femme qui dirige la caméra. Elle montre la jeunesse soulevée contre la dictature de Ben Ali. Et elle affirme sa crainte (fondée) que la constitution en gestation mentionne l'islam comme religion d'Etat. Elle proclame sa foi en une laïcité ouverte à toutes les libertés, y compris celle de ne pas croire. Elle s'insurge et dirige sa caméra là où il le faut et quand il le faut pour montrer toute l'hypocrisie qui baigne une société dite de culture musulmane. Une religion affichée mais plus soucieuse du qu'en dira-t-on que de dévotion sincère. La satire est féroce et drôle quand elle décrit des aspects très secrets du ramadan. Elle nous fait rire aussi avec les «dé-jeûneurs» qui font un pique-nique sur la plage en pleine période de jeûne. Et nous sentons bien que derrière sa caméra ce qu'elle s'attaque aussi ce sont les privilèges que ses compatriotes masculins tirent de la pratique religieuse.

Le troisième film se déroule lui aussi en Tunisie. Il s'agit plutôt d'un documentaire. «Plus jamais peur» saisit cette période d'euphorie de la société tunisienne au moment où toute une jeunesse se lève pour cette grande délivrance collective qui va mettre à bas la dictature de Ben Ali. On nous fait découvrir la genèse de l'insurrection, depuis l'immolation par le feu d'un jeune diplômé devenu vendeur ambulant parce que la dictature lui refuse de s'inscrire normalement dans la société tunisienne. Parmi ceux qui racontent comment ils ont bravé la peur, deux femmes personnifient la pugnacité des opposants : Lina Ben Mhenni, jeune bloggeuse qui représente la génération de militants sur le net et Radhia Nasraoui, avocate volcanique. On sent bien l'urgence qui a présidé à ce tourne-reportage et c'est là son principal intérêt.

Le quatrième film : «Les hommes libres» nous ramène en France pendant l'occupation nazie. Il s'agit de montrer le rôle des ouvriers Maghrébins dans la Résistance en France. On rit quand le Recteur de la Mosquée de Paris lanterne la Komandantur en entretenant un dialogue courtois et «une collaboration officielle» alors que ses sous-sols abritent des résistants de touts confessions. Et quand quelqu'un leur demande : «Pourquoi participez-vous à une résistance qui n'est pas la vôtre», ils répondent «Au nom de la liberté ici, partout, et un jour en Algérie». Le film a pour titre «Les hommes libres». Il oublie juste de mentionner combien la France a trahi ses défenseurs avec, en mai 1945, les massacres de Sétif et de Guelma. Et aussi comment Israël a oublié ces «Justes»-là.

Et il y aura très bientôt un cinquième film qui remettra le glaive dans la plaie de la guerre d'indépendance de l'Algérie : un film sur ce jour d'octobre 1961 où la France à travers le préfet de Paris a réprimé dans le sang une manifestation pacifique (familles entières et sans armes) du FLN qui s'élevait contre le couvre-feu imposé aux «Maghrébins». ★

Lutte des prisonniers palestiniens

Un grand mouvement de grève de la faim s'est étendu parmi les prisonniers palestinients. Parti de 200 prisonniers du Front Populaire de Libération de la Palestion, le mouvement concerne aujorud'hui 7000 prisonniers. Ils protestent contre le régime d'isolement et les conditions de détention qu'ils subissent.

Plusieurs manifestations ont été organisées en Plaestine ainsi que dans les camps palestiniens en Syrie et au Liban.

Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste pour la palestine incarcéré depuis 27 ans à la prison de Lannemezan, s'est déclaré solidaire du mouvement et a lui aussi entamé une grève de la faim. Plusieurs prisonniers l'ont rejoint en solidarité.

Liberté pour tous les prisonniers palestiniens !
Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah !

RDV

Rassemblement pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah à Toulouse le 22 octobre ! Soyons nombreux !

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous**
(20€ = 1 an - ou plus pour soutenir).

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com

Imp. Spé.